

## **Mettre fin au déséquilibre territorial**

Notes d'allocution pour Ghislain Picard  
A l'occasion d'une conférence de presse à Baie-Comeau  
13 mars 2007

(la version prononcée fait foi)

*Mot en Innu.*

Une large proportion de la population de la Côte-Nord, comme dans l'ensemble des régions du Québec, connaissent peu ou mal les Premières Nations et leurs réalités. Plusieurs ignorent par exemple que les droits et titres des Premières Nations, sur un vaste territoire du Québec, comme ceux des Innus ici sur la Côte-Nord, n'ont jamais été éteints ou cédés. Le Québec doit en tenir compte. Or, s'appuyant peut-être sur cette méconnaissance, les gouvernements du Québec ont trop souvent agi comme si ces droits n'existaient pas, voire comme si les Premières Nations n'existaient pas. Cela doit changer ; cela va changer. Il est finit le temps où l'on pouvait contourner les Premières Nations.

Le 1<sup>er</sup> mars dernier, à Montréal, j'ai lancé un appel aux partis politiques afin qu'ils réalisent que les Premières Nations sont incontournables pour l'avenir du Québec. J'ai décidé, en compagnie des autres Chefs des Premières Nations du Québec, de prendre la parole pendant cette campagne électorale et de faire le tour des régions pour mieux faire connaître nos positions à l'égard du développement du Québec; afin de faire comprendre pourquoi les Premières Nations sont incontournables dans le développement des régions et dans la gestion du territoire.

Trop longtemps, les Premières Nations ont été ignorés, trop longtemps on est passé outre les Premières Nations qui détiennent pourtant des droits et des titres sur ces territoires. Il est maintenant temps de mettre fin à ce que j'appelle le déséquilibre territorial. Il est temps de redonner aux Premières Nations la place qu'il leur revient dans l'aménagement des territoires et des ressources.

Je sais qu'il s'agit d'un défi important et que ce message ne sera pas toujours bien compris. Plusieurs pourraient croire qu'il s'agit de revendications qui viennent en opposition avec celles des régions qui, elles-aussi, demandent une plus grande place dans la gestion des territoires et des retombées sur l'exploitation des ressources. Je viens vous dire qu'il n'y a pas nécessairement de contradiction entre, d'un côté reconnaître le plein exercice des droits des Premières Nations et, de l'autre, favoriser une prise en charge régionale des ressources naturelles. J'y vois, au contraire, une opportunité d'alliance et de synergie.

Je suis convaincu que plus les Innus seront prospères, plus la Côte-Nord sera prospère. Je sais par contre que, bien souvent, les Premières Nations sont une source d'irritation, d'agacement. Les Québécois comprennent mal pourquoi telle communauté a recours aux tribunaux, pourquoi une autre bloque une route. Les concepts juridiques sont complexes et les motivations politiques encore moins simples.

Par ailleurs, je sais que les Québécois sont les mieux placés pour comprendre les aspirations des Premières Nations. Ce que nous souhaitons n'est pas très différent de ce que les Québécois souhaitent pour leur propre nation. Puis, je sais que de part et d'autres, nous souhaitons tous la même chose : vivre dans la paix et pouvoir nous épanouir.

L'APNQL fera sa part pour sensibiliser, voire éduquer, la population québécoise. Nous avons notamment produit un document qui contient des principes et des enjeux qui méritent une attention particulière pendant la présente campagne électorale. Ce document se veut un appel ultime aux chefs de parti et aux candidats, afin qu'ils réalisent l'importance de ces enjeux et qu'ils se prononcent sur leur vision de la relation future entre le Québec et les Premières Nations. J'imagine que les candidats dans Duplessis et René-Lévesque l'ont lu... sinon, je les invite à le faire... et à rappeler à leur chef respectif que le Québec partage la propriété d'une grande partie du territoire québécois, dont celui de la Côte-Nord, avec les Premières Nations qui n'ont jamais cédé leur titre et leurs droits ancestraux. La gestion de ce territoire ne peut se faire sans le concours des Premières Nations.

Si nous ne pouvons pas compter sur une volonté réelle des leaders de la région, en particulier des représentants à l'Assemblée nationale, les prochaines années seront difficiles. La marche des Premières Nations vers une plus grande autonomie et pour une reconnaissance de leurs droits est commencée. Le pire qui pourrait arriver, c'est que l'on tente de bloquer notre route. Le mieux serait, au contraire, de nous appuyer, de nous accompagner. Mais pour cela, il faudra une bonne dose de courage de la part des élus régionaux.

Sans être alarmiste, je tiens à vous dire que le temps presse pour changement réel et profond dans les relations entre les Premières Nations et le Québec. L'exaspération a atteint bien des chefs que je représente, qui, comme moi, ne veulent pas que d'autres consacrent toute leur vie à défendre des droits ou à tenter de faire reconnaître ce qui nous paraît évident. Nous voulons léguer aux jeunes qui nous suivent des réponses et non des questions, des solutions et non des problèmes. Nous voulons leur léguer une nouvelle relation qui contribuera à la stabilité économique et politique du Québec, et qui passe nécessairement par la reconnaissance de nos droits, dont le titre ancestral, sur le territoire et ses ressources. Les Premières Nations sont incontournables pour l'avenir du Québec.

Merci.